



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen - CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 2/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **URSA France SAS**

Zac de Carling - Espace Europort  
BP 70209  
57500 Saint-Avold

Références : ST\_AVOLD\_URSA\_2024-09-25\_RAPVI\_echeances\_NDSM\_00441  
Code AIOT : 0006201748

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/08/2024 dans l'établissement URSA France SAS implanté Zac de Carling - Espace Europort BP 70209 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 04/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du contrôle pluriannuel des installations classées et reprend les suites de la visite précédente.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- URSA France SAS
- Zac de Carling - Espace Europort BP 70209 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201748
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société URSA France, sur son site de Saint-Avold, exploite des installations de fabrication de polystyrène extrudé et de laine de verre.

La ligne de production "laine de verre" a été mise à l'arrêt pour maintenance de fin septembre 2023 à début avril 2024.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Étude technico-économique de réduction des émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015 modifié, article 3.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois + 3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Vitesse minimale d'éjection et débit nominal des cheminées XPS	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015 modifié, article 3.2.2 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet
2	Entretien de l'opacimètre au niveau de la cheminée de polymérisation	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 68 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet
3	Résultats de surveillance des rejets atmosphériques de la cheminée de polymérisation	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015 modifié, articles 3.2.3 (partiel) + 3.3.2 (partiel)	/	Sans objet
4	Résultats de surveillance des rejets atmosphériques de la cheminée XPS	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015 modifié, articles 3.2.3 (partiel) + 3.3.2 (partiel)	/	Sans objet
5	Détermination des émissions liées aux plaques d'XPS à l'intérieur du site	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015 modifié, articles 3.6.1 + 3.3.2 (partiel)+ 3.2.3 (partiel)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 13 août 2024 a permis de constater les actions mises en place durant l'arrêt usine de septembre 2023 à avril 2024 pour permettre une meilleure détection des poussières via l'opacimètre (cf. point de contrôle n°2) et rabattre la teneur en ammoniac dans les émissions atmosphériques du four de polymérisation et respecter la valeur limite d'émission fixée (cf. point de contrôle n°3).

L'exploitant a également réalisé l'étude des émissions diffuses en COV libérées par les plaques de polystyrène extrudé XPS au sein du site (cf. point de contrôle n°5).

Le rapport de la campagne réalisée de détection des émissions fugitives et les actions de maintenance réalisées sont à transmettre à l'inspection des installations classées sous 1 mois. L'exploitant devra également transmettre sous 3 mois, l'étude technico-économique prescrite à l'article 3.6.2 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 modifié (cf. point de contrôle n°6).

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Vitesse minimale d'éjection et débit nominal des cheminées XPS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2015 modifié, article 3.2.2 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 24/08/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>

<b>Prescription contrôlée :</b>						
"(...) Les cheminées présentent les caractéristiques suivantes :						
Conduits		Installations raccordées	(...)	(...)	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h
1	Cheminée XPS	-ligne de fabrication XPS			8	55000
2	Cheminée de polymérisation	-four de fusion - entrée four de polymérisation - sortie four de polymérisation-forming- convoyeur de refroidissement			8	381 380
(...)"						
<b>Constats :</b>						
L'exploitant a présenté les rapports de mesures des rejets atmosphériques de la cheminée XPS réalisées le 11 décembre 2023 et le 21 mai 2024. La vitesse d'éjection mesurée et le débit nominal sont conformes aux prescriptions.						
L'exploitant a présenté les rapports de mesures des rejets atmosphériques de la cheminée de polymérisation réalisées le 1er août 2023, le 13 septembre 2023 et le 22 mai 2024. La vitesse d'éjection mesurée le 1er août 2023 est inférieure à la vitesse minimale d'éjection de 8 m/s (7.6 m/s). Les vitesses minimales d'éjection sont respectées au regard des éléments renseignés dans les rapports suivants.						
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite						

**N° 2 :** Entretien de l'opacimètre au niveau de la cheminée de polymérisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 68 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 24/08/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  "(...) Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons doivent être équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures en continu dans le respect des prescriptions de l'article 71. Les lignes d'échantillonnage entre les points de prélèvement et les points de mesure sont correctement entretenus et nettoyés pour assurer la qualité de la mesure.(...)"
<b>Constats :</b>

Lors des visites du 15 novembre 2022 et du 24 août 2023, les constats réalisés ont mis en évidence un entretien insuffisant de l'opacimètre situé en sortie de la cheminée de polymérisation de la ligne de fabrication de laine de verre.

Après investigation, l'exploitant a identifié la présence de nombreuses gouttelettes d'eau dans la cheminée principale, qui se déposent sur la lentille de mesure et créent, par phénomène de diffraction, des concentrations mesurées importantes en poussières par l'opacimètre.

Lors des mois d'arrêt de la ligne de production "laine de verre" de septembre 2023 à avril 2024, l'exploitant a installé un système de réchauffement des fumées à l'intérieur de la cheminée de polymérisation afin d'éviter le phénomène de condensation constaté.

Depuis le redémarrage de la ligne "laine de verre" en avril 2024, les concentrations mesurées en poussières restent constantes (entre 15 et 18 mg/Nm<sup>3</sup>).

**Observation :** l'exploitant a remarqué un écart entre la concentration en poussières mesurée lors du contrôle extérieur réalisé par l'organisme de contrôle agréé SOCOTEC le 22 mai 2024 (0,36 mg/Nm<sup>3</sup>) et la valeur mesurée par l'opacimètre le même jour (15,6 mg/Nm<sup>3</sup>). L'exploitant a réalisé une re-calibration de l'opacimètre le 3 août 2024 et les valeurs en concentration de poussières oscillent depuis entre 10,8 et 13 mg/Nm<sup>3</sup>. Cet écart entre les résultats des mesures en autosurveillance et ceux du contrôle extérieur pourra faire l'objet d'un contrôle par l'inspection des installations classées ultérieurement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Résultats de surveillance des rejets atmosphériques de la cheminée de polymérisation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/07/2015 modifié, articles 3.2.3 (partiel) + 3.3.2 (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

#### **Article 3.2.3 Valeurs limites des rejets atmosphériques**

"(...)

Point de rejet n°2 en sortie de la cheminée de polymérisation :

Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration limite en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux horaire maximum en kg/h	Flux annuel maximal en t/an*
Poussières	17,7	6,7	57
SO <sub>x</sub> exprimé en SO <sub>2</sub>	50	1,6	13,6
HCl	10	3,8	32,4
NH <sub>3</sub>	30	10	85,2
HF	2,5	0,9	7,6
Σ Hg + Cd + Tl	0,05 par métal et 0,1 pour la somme	<0,01 pour la somme	0,08
Σ As + Ni + Co + Se	1 pour la somme des composés gazeux et particulaires	<0,05 pour la somme	0,42
Σ Sb + Cr Total + Cu + Sn + Mn + V	5 pour la somme des composés gazeux et particulaires	<0,5 pour la somme	4,2
Σ As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI	1 pour la somme des composés gazeux et	<0,05 pour la somme	0,42

Paramètres	Concentration limite en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux horaire maximum en kg/h	Flux annuel maximal en t/an*
	particulaires		
Σ As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI + Sb + Pb + CrIII + Cu + Mn + V + Sn	1 pour la somme des composés gazeux et particulaires	<0,05 pour la somme	0,42
Pb	1	<0,1	0,85
Phénol + Formaldéhyde	10 avec Formaldéhyde <2	3,8	32,4
Amines	3	1,15	9,75
NOx exprimé en NO <sub>2</sub>	5	1,9	16,2
COV Totaux exprimés en C total	26,9	10,3	87,7
COV R40 halogénés (dont phénol)	20	4,4	37,5
COV R45, 46, 49, 60 et 61 (dont formaldéhyde)	2	0,76	6,4
CO	100	19	161,9
H <sub>2</sub> S	5	1,1	9,4

\*pour un fonctionnement annuel de 8520 heures  
(...) "

### 3.3.2 Paramètres et fréquences de surveillance

"(...)

Point de rejet n°2 :

Paramètres	Fréquence	Remarque
Débit	continu	
Température	continu	
Humidité	continu	
Poussières	continu	Évaluation
SO <sub>x</sub> exprimé en SO <sub>2</sub>	semestrielle	
HCl	semestrielle	
NH <sub>3</sub>	semestrielle	
HF	semestrielle	
COV à l'exclusion du CH <sub>4</sub> exprimés en C total	semestrielle	
H <sub>2</sub> S	semestrielle	
Amines	semestrielle	
NOx exprimé en NO <sub>2</sub>	semestrielle	
CO	annuelle	
Σ Hg + Cd + Tl	annuelle	

Paramètres	Fréquence	Remarque
$\Sigma$ As + Ni + Co + Se	annuelle	
$\Sigma$ Sb + Cr Total + Cu + Sn + Mn + V	annuelle	
$\Sigma$ As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI	annuelle	
$\Sigma$ As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI + Sb + Pb + CrIII + Cu + Mn + V + Sn	annuelle	
Pb	annuelle	
Phénol + Formaldéhyde	annuelle	
COV R40 halogénés (dont phénol)	annuelle	
COV R45, 46, 49, 60 et 61 (dont formaldéhyde)	annuelle	

Les émissions de poussières du four de polymérisation sont évaluées en permanence, à l'aide, par exemple, d'un opacimètre.

Sauf disposition contraire, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Pour les émissions de poussières du point de rejet n°2, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune concentration moyenne journalière après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance ne dépasse la valeur limite fixée par l'arrêté d'autorisation,
- 90% de la série de résultats de mesure après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance ne dépassent la valeur limite d'émission et aucun résultat pris individuellement ne dépasse le double de la valeur limite. Ces 90% sont comptés sur une base de 24 heures.

Une analyse de l'ensemble des paramètres est réalisée semestriellement par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Pour ces analyses, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si aucun des résultats, déterminés conformément aux dispositions de l'arrêté d'autorisation, ne dépasse le double de la valeur limite.

(...)"

#### Constats :

##### Mesures du contrôle extérieur :

L'exploitant a présenté :

- les rapports de contrôle externe semestriel (1er août 2023 et 22 mai 2024)
- le rapport de contrôle externe annuel (13 septembre 2023) portant sur les paramètres à fréquence annuelle.

Les rapports mettent en évidence sur les rejets communs de la cheminée principale un dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) concernant l'ammoniac en concentration et en flux (51.7 mg/Nm<sup>3</sup>, pour une VLE de 30 mg/Nm<sup>3</sup> et 11.63 kg/h pour une VLE à 10 kg/h) lors du contrôle du 1er août 2023.

L'exploitant a indiqué avoir raccordé pendant la phase d'arrêt de l'usine de septembre 2023 à avril 2024, les rejets collectés à l'entrée du four de polymérisation, à la tour de lavage des fumées existante qui traite déjà les rejets de la sortie du four de polymérisation ; ceci dans le but de piéger l'ammoniac là où la libération des vapeurs est la plus importante. Les mesures obtenues le 22 mai 2024 montrent une baisse de la concentration en NH<sub>3</sub> à 12,58 mg/Nm<sup>3</sup> et de flux horaire à 2,78 kg/h.

Aucun autre dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) en concentration et en flux pour les rejets canalisés issus des installations de laine de verre n'est constaté.

Pour l'année 2023, aucun dépassement des flux maximaux annuels n'est constaté.

Mesures en continu :

Un opacimètre mesure en continu les poussières sur la cheminée principale (unique cheminée de la ligne "laine de verre" suite au raccordement du refroidisseur sur celle-ci). Les résultats de cette autosurveillance en continu du 3 au 12 août 2024 n'ont révélé aucune concentration moyenne journalière supérieure à la VLE autorisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Résultats de surveillance des rejets atmosphériques de la cheminée XPS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/07/2015 modifié, articles 3.2.3 (partiel) + 3.3.2 (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

**Article 3.2.3 Valeurs limites des rejets atmosphériques**

"Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Point de rejet n°1 en sortie de la cheminée XPS :

Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration instantanée en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux horaire maximum en kg/h	Flux annuel maximal en t/an*
Poussières	10	0,550	4,700
COV Totaux exprimés en C total	100	5,5	46,8

\*pour un fonctionnement maximal annuel de 8520 heures (...)"

**Article 3.3.2 Paramètres et fréquences de surveillance**

"Point de rejet n°1 :

Les émissions canalisées de COV (hors méthane) font l'objet d'une mesure semestrielle par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement. (...)"

**Constats :**

Les mesures du 2ème semestre 2023 (11 décembre 2023) et du 1er semestre 2024 (21 mai 2024) réalisées par un organisme agréé ne montrent aucun dépassement en concentration et en flux sur les paramètres poussières et COVT.

Pour l'année 2023, aucun dépassement du flux maximal annuel en poussières et COVT n'est constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 5 : Détermination des émissions liées aux plaques d'XPS à l'intérieur du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2015 modifié, articles 3.6.1, 3.3.2 (partiel) et 3.2.3 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 3.6.1 de l'arrêté Préfectoral du 24/07/2015 modifié :</b> "Une étude déterminant les émissions en COV des plaques d'XPS, pour une durée de vie du produit d'au minimum 6 mois, est réalisée en vue de préciser les émissions canalisées et diffuses émises par les plaques XPS à l'intérieur du site (fabrication et stockage) lors des différentes phases de production et de stockage du produit.  Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées sous 1 an à compter de la notification du présent arrêté."  <b>Article 3.3.2 de l'arrêté Préfectoral du 24/07/2015 modifié :</b> Paramètres et fréquences de surveillance <u>"Point de rejet n°1 :</u> (...) L'exploitant transmet, annuellement avant fin février de chaque année à l'inspection des installations classées, un bilan matière de l'ensemble des COV utilisés sur le site (entrées-sorties). Ce bilan est effectué selon la méthodologie du guide d'élaboration d'un plan de gestion complet des solvants édité par l'INERIS dans le cadre de l'élaboration d'un plan de gestion complet de solvant. (...)"  <b>Article 3.2.3 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 24/07/2015 modifié :</b> "(...) Rejets totaux de l'établissement : Dans l'attente des résultats de l'étude prescrite à l'article 6, les flux des émissions totales (canalisées et diffuses) de l'établissement ne devront pas dépasser 342 000 kg par an de COV."  <b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté et transmis par courriel du 21 août 2024, le rapport de l'étude réalisée pour déterminer les émissions réelles en COV des plaques XPS (fabrication et stockage).  L'étude a consisté à mesurer les émanations de COV issues des plaques XPS pendant une durée de 6 mois afin de réaliser la courbe de libération de COV sur la période. Il en ressort que les plaques XPS libèrent environ 0.5 kg de COV diffus par palette de 15 m <sup>3</sup> sur la durée moyenne de stockage sur site de 45 jours.  Ces données ont permis à l'exploitant de reprendre le calcul des émissions totales (canalisées et diffuses) de COV pour l'année 2023 selon l'équation du bilan matière mentionnée au guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants édité par l'INERIS en 2009. Il ressort que la quantité de COV totale libérée par les installations du site en 2023 est de 77 422 Kg au total dont 26 291 kg d'émissions non captées (diffuses et fugitives). Les émissions diffuses de COV des plaques XPS représentent 7772 Kg pour l'année 2023.  <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Étude technico-économique de réduction des émissions diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2015 modifié, article 3.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  "L'exploitant réalise une étude technico-économique visant à réduire ou à canaliser les émissions diffuses liées à la production de plaques de polystyrène extrudé XPS.

Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées sous 18 mois, à compter de la notification du présent arrêté."
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué avoir réalisé une campagne de mesure et de réduction des émissions diffuses fugitives de COV au sein de son installation et estime qu'une étude technico-économique n'est plus nécessaire au vu du gain obtenu de 10 tonnes de COV pour l'année 2023 avec les actions de maintenance menées.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté ni transmis le rapport de Bureau Veritas à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de synthèse de la campagne de mesures et le compte-rendu des actions de maintenance réalisées pour réduire les émissions fugitives sous 1 mois qui pourra alimenter l'étude technico-économique susvisée à transmettre sous 3 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois + 3 mois